

DES CHOIX POUR L'AVENIR

Allocution de M. Raymond Bachand,
Ministre des Finances et député d'Outremont
Devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Le 1^{er} avril 2010
30 mars 2010

Monsieur le Premier ministre Pierre-Marc Johnson,

Monsieur le Maire Gérald Tremblay,

Mesdames et Messieurs les Recteurs,

M. Michel Leblanc, président de la Chambre de commerce du Montréal
métropolitain,

Mesdames, messieurs de la table d'honneur,

Mesdames, messieurs,

J'ai toujours beaucoup de plaisir à me retrouver sur cette tribune. Ceux qui me connaissent savent combien je suis passionnément Montréalais. Qu'il s'agisse de créer un nouveau Festival du Cirque ou de ramener ici NOTRE Grand Prix de Formule Un, je dis toujours « présent » quand il s'agit de la promotion et du développement de Montréal.

Je suis toutefois ici, aujourd'hui, à titre de ministre des Finances de tous les Québécois. J'ai déposé avant-hier mon premier budget. Peut-être avez-vous vu la nouvelle dans les journaux...

La préparation de ce budget a été un exercice très difficile; mais très captivant aussi. Au cours des derniers mois, j'ai pris la pleine mesure de tous les enjeux et défis qui nous confrontent; mais aussi de notre immense potentiel. J'ai

été épaulé en cela par notre premier ministre et par l'ensemble du conseil des ministres.

Les réactions à notre budget sont multiples. Je ne suis pas surpris. C'est un peu normal lorsque des façons de faire sont remises en question, mais je crois que nous avons répondu aux attentes réalistes de la majorité des gens.

Cinq enjeux

C'est en bonne partie parce que la préparation du budget a été précédée d'une vaste consultation. Des dizaines de milliers de Québécois nous ont exprimé leurs préoccupations.

Le budget répond à cinq enjeux pressants pour notre société.

Premier enjeu : le déficit. Il faut le résorber; c'est à cette seule condition que nous pourrions maintenir notre panier de services collectifs.

Deuxième enjeu : notre système de santé. Si nous voulons en assurer la pérennité, il faut non seulement plus d'efficacité et de nouvelles sources de financement; il faut amorcer la transition vers un nouveau paradigme.

Troisième enjeu : l'éducation, principalement au niveau universitaire. La performance des universités est le socle de notre développement à long terme.

Quatrième enjeu : nos infrastructures. Il faut en poursuivre la mise à niveau, après 30 ans de négligence.

Et cinquième enjeu, mais non le moindre : la dette publique, qu'il faut réduire dans un esprit d'équité entre les générations.

La problématique n'est pas simple. Les enjeux demandent d'agir sur plusieurs fronts. Lorsque se présentent des arbitrages particulièrement difficiles

et face aux multiples groupes de pression aux réclamations contradictoires, je relis une citation de Ghandi que j'ai toujours dans ma poche (intégrer d'abord la citation en anglais) « La démocratie est l'art et la science de mobiliser la totalité des ressources matérielles, économiques et spirituelles de toutes les sphères de la population au service du bien commun pour tous. »

J'ai essayé de me laisser guider par cette sagesse. En l'occurrence, je crois que la sagesse commande de prendre les décisions qui s'imposent, même difficiles; mais de les exécuter de façon équilibrée, équitable et graduelle, avec discernement et en prenant soin de protéger les Québécois qui en ont besoin. Telle est la philosophie qui a guidé la préparation de ce budget.

À court terme : consolider la relance

Quoi qu'il en soit, à court terme il faut consolider la relance. C'est la base de tout. Après avoir injecté près de 7 milliards de dollars dans l'économie en 2009, nous déployons la deuxième partie de notre plan de relance avec des injections de plus de 8 milliards en 2010, notamment pour poursuivre notre plan d'infrastructures.

Notre plan de relance donne des résultats. La récession a été beaucoup moins dure ici qu'ailleurs en Amérique du Nord; et la vigueur de notre économie depuis le dernier trimestre de 2009 indique que la relance est ici plus forte qu'ailleurs au Canada. Nous avons récupéré les trois quarts des emplois perdus entre octobre 2008 et juillet 2009.

La reprise est là parce que nous avons fait ce qu'il fallait. Surtout, quand il le fallait. Nous faisons maintenant ce qu'il faut pour qu'elle dure.

À moyen terme : résorber le déficit

Il nous faut ensuite revenir à l'équilibre budgétaire. S'attaquer au déficit, c'est défendre les valeurs québécoises. À ceux qui doutent de cette nécessité, je dis simplement ceci : vous expliquerez vous-mêmes à vos enfants qu'ils crouleront sous les dettes parce que vous avez payé votre consommation avec LEUR carte de crédit.

L'objectif est de revenir à l'équilibre en 2013-2014. Sans Plan de retour à l'équilibre, le déficit gonflerait jusqu'à 12,3 milliards en 2013-2014. Voilà l'écart à combler.

Avec les mesures de retour à l'équilibre identifiées il y a un an et dans le budget d'avant-hier, nous avons identifié et annoncé 11,2 milliards de dollars des mesures nécessaires à l'élimination du déficit – soit 91 % du chemin à parcourir.

Les Québécois nous ont dit qu'ils attendaient que le gouvernement resserre sa gestion. Le gouvernement accomplira 62 % de l'effort financier du retour à l'équilibre.

Pour y arriver, pas de coupures sauvages – ni dans les services, ni dans les rémunérations. En fait, notre budget prévoit de geler les salaires de seulement 125 personnes -- les membres de l'Assemblée nationale...

Nous avons choisi une approche plus graduelle. Plus fondamentale aussi. Et, oui, plus exigeante.

On ne comprime pas les dépenses d'un État d'un coup de crayon ou de baguette magique. Comprimer les dépenses du secteur public demande des milliers d'actions et de changements. Coordonné par la présidente du Conseil du Trésor Monique Gagnon-Tremblay, l'effort du gouvernement reposera sur le recours pragmatique à de multiples leviers et outils, qui mobiliseront la totalité du secteur public : les ministères et organismes budgétaires, les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État – y compris Hydro-Québec, Loto-Québec et la Société des Alcools.

Cet effort fait appel à des accroissements d'efficacité dans tous les secteurs; à une meilleure organisation de l'État, notamment l'abolition ou la fusion d'une trentaine d'organismes; et à une gestion responsable de la rémunération du personnel du secteur public. Il y aura gel des masses salariales, mais pas des salaires. On continuera avec la politique du remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Elle a permis de réduire de 6 % en cinq ans les effectifs de la fonction publique. Mieux : on étend cette politique au personnel et cadres administratifs de la santé et de l'éducation.

Les changements attendus sont majeurs. Dans quatre ans, le secteur public devra produire des gains d'efficacité ou des compressions de coûts de 6,9 milliards. C'est 10 % des dépenses budgétaires de cette année, rien de moins!

Voilà les chiffres.

Mais l'effort qu'on demande à l'État n'est pas comptable. Il est organisationnel. Il est culturel. Il va changer des systèmes de gouvernance; il va changer des processus; il va changer des habitudes et des attitudes.

Bref, il devra transformer l'État.

Vous le vivez dans vos entreprises : rien n'est plus difficile à initier et à gérer que le changement de culture. Imaginez alors à l'échelle de tout le secteur public.

Nous le ferons pourtant, parce que c'est nécessaire.

Financer les services

Comme il est nécessaire aussi de changer le rapport entre le citoyen et l'État.

Depuis trop longtemps, nous payons à l'État des impôts et des taxes, sans vraiment savoir où va notre argent. Et nous exigeons de l'État des services, gratuits ou subventionnés, sans vraiment nous soucier d'où viendra l'argent pour les payer. Nous attendons beaucoup et l'État donne beaucoup : des soins de santé gratuits du berceau à la tombe; de l'éducation gratuite ou presque du primaire jusqu'au doctorat; un réseau routier dont l'usage est gratuit; et ainsi de suite. Nous n'établissons jamais de rapport entre ce que nous payons et les services que nous recevons. Depuis deux jours, j'ai entendu je ne sais combien de fois l'expression « soins de santé gratuits ». Rien n'est gratuit. Il y a ce que chacun paie, et ce que chacun fait payer par les autres.

Mais nous sommes systématiquement déresponsabilisés face à nos ressources collectives.

Résultat : les Québécois reçoivent de leur gouvernement 26 % plus de services que les Ontariens. Et pourtant nous sommes 14 % moins riches.

L'équation ne tient pas. Peu importe l'efficacité du secteur public, cet écart est insoutenable. C'est de cette façon que nos déficits cumulés – notre mauvaise dette --représentent aujourd'hui une dette de 106 milliards.

Nous bénéficions d'un panier de services exceptionnellement étendus. Nous ne voulons pas les couper, donc, il faut les payer. Nous ne pouvons refiler la facture ni à nos enfants, ni à la fée des dettes.

Nous procéderons graduellement. Cette année, les citoyens et les contribuables ne paieront presque rien de plus. Progressivement, en trois ans, la contribution des entreprises et des citoyens à l'élimination du déficit atteindra 4,3 milliards. C'est 38 % de l'effort total.

Il faut non seulement payer plus; il faut aussi – il faut surtout -- payer mieux. Je veux dire, payer d'une façon qui ne compromette pas la croissance, et payer d'une façon qui établit un lien entre les sommes que nous payons et les services que nous recevons.

À l'OCDE comme au ministère des Finances du Québec, les études concordent : les taxes à la consommation et les tarifs sont les sources de revenu qui compromettent le moins la croissance.

Nous avons donc privilégié ces sources.

Pour que les citoyens puissent établir un lien entre ce qu'ils paient et les services qu'ils reçoivent, nous avons recours aux tarifs, aux fonds dédiés et à des contributions. Pour que les Québécois sachent où va leur argent, nous créons par exemple le Fonds des infrastructures routières et de transport en commun. Y seront versés les revenus de la taxe sur les carburants, les droits

sur les permis de conduire et sur les immatriculations. Pour que ce fonds soit à la hauteur de nos besoins d'investissement dans le transport en commun et le réseau routier, nous augmentons graduellement la taxe sur les carburants jusqu'en 2013. La totalité de ces revenus supplémentaires sera consacrée aux infrastructures de transport. Les usagers de la route sauront que leurs taxes vont à l'entretien du réseau routier et au transport en commun qui décongestionne le réseau.

Le financement de la santé doit aussi être revu. Ici non plus, pas de baguette magique. Les besoins de services augmentent et continueront d'augmenter avec le vieillissement de la population. Nous voulons que le budget de la santé progresse de 5 % par année; mais sans étouffer les autres missions de l'État.

Il faut trouver de nouvelles sources de financement. Il faudra 1,4 milliard d'argent frais en 2013-2014. Ici aussi il faut non seulement payer plus; il faut payer mieux. C'est ce que nous ont dit le rapport Clair en 2000; le rapport Ménard en 2005; le rapport Castonguay en 2008; et le comité consultatif sur l'économie en 2010. Nous passons du rapport à l'action.

Nous proposons donc de nouvelles méthodes de financement et la création d'un nouveau fonds dédié, qui financera directement les établissements de santé en fonction de leur performance. Ce fonds sera financé par une nouvelle contribution générale santé, et éventuellement par une franchise santé, dont les modalités restent à établir.

En ce qui a trait à la contribution générale de santé, il faut mettre les choses en perspective : en 2012-2013, alors qu'elle atteindra 200 \$ par adulte, elle ne

représentera que 2,6 % de l'ensemble des dépenses de santé. 50% des 33 milliards des dépenses de santé sont payées par les impôts des citoyens. Faut-il rappeler que 80% des contribuables payent moins d'un tiers d'impôts sur le revenu (31%) et que 19% des contribuables en payent plus des deux tiers – 69%! Voilà le contraire d'un financement régressif.

Ce qui est sûr, toutefois, c'est que le citoyen pourra mieux établir un lien entre ce qu'il paie et ce qu'il reçoit. Ce qui est sûr également, c'est que ces nouveaux modes de financement inciteront les établissements de santé à produire plus et mieux. Au lieu d'être une source de coûts, le patient sera vu comme une source de revenus. Voilà un autre changement de culture, qui affectera les établissements de santé. C'est le début d'un nouveau paradigme.

L'élimination du déficit ne se fera pas au détriment de la justice sociale. Notre lutte à la pauvreté des dernières années a été efficace – le taux de faible revenu au Québec est inférieur à celui de toutes les provinces canadiennes sauf l'Alberta. Nous préservons ces acquis. Nous renouvelons pour cinq ans notre plan de lutte à la pauvreté. Nous y injectons près de 7 milliards au cours de cette période – soit 1,3 milliard de plus que depuis cinq ans. Notre refonte des crédits d'impôts visant les personnes à faible revenu profitera à 200 000 ménages de plus que les régimes actuels, et chaque ménage bénéficiaire touchera plus d'argent qu'à l'heure actuelle. Et ces nouveaux crédits seront ajustés à la hausse pour compenser les hausses de prix de l'électricité à compter de 2014.

Préparer l'avenir

Ce qui m'amène à parler du défi de l'avenir.

« Pour ce qui est de l'avenir, a écrit Saint-Exupéry, l'essentiel n'est pas de le prévoir mais de le rendre possible. »

Il faut dès aujourd'hui rendre possible le Québec que nous voulons dans vingt ans. C'est notre responsabilité à tous.

Le Québec vieillit. Dans peu de temps le nombre de personnes en âge de travailler baissera. Nous devons permettre aux travailleurs d'expérience qui le souhaitent de rester sur le marché du travail, comme ils le souhaitent. C'est un sujet complexe. Nous créons à cet effet une Commission nationale sur le marché du travail, qui nous fera rapport dès 2011.

Il faut non seulement plus de travailleurs, mais ils doivent être plus productifs – autant dans le secteur privé que dans le secteur public.

L'éducation est le premier levier de la productivité. Elle est l'avantage compétitif par excellence des nations en ce début du XXI^{ème} siècle. Nos universités doivent pouvoir rivaliser avec les meilleures au monde. C'est ce que nous leur demanderons. Nous fixerons avec elles des objectifs de performance et de productivité.

Mais nous devons leur donner les moyens de cette performance. De toutes les provinces canadiennes, le Québec est un des gouvernements qui finance le plus ses universités. De toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec – et de loin -- que les étudiants paient le moins pour leurs études universitaires. Voilà pourquoi nous hausserons les frais de scolarité à compter de 2012.

Le Québec de demain sera innovant. Il sera vert. Ou il ne sera pas dans la course à la prospérité. Nous consacrons 1,1 milliard de dollars à l'innovation au cours des trois prochaines années. Et nous nous engageons fermement dans l'atteinte de notre objectif de faire du Québec le chef de file nord-américain en matière d'émission de gaz à effet de serre. Par exemple, nous annoncerons sous peu un projet avec Volvo, Alcoa et d'autres partenaires en vue de la conception et de l'assemblage, ici, d'un autobus électrique. Les entreprises établies ici pourront tabler sur l'avantage concurrentiel conféré par une empreinte carbone réduite.

Notre budget vise le bien commun de tous les Québécois. Ceux qui vivent aujourd'hui, mais aussi ceux à naître.

Nous n'avons pas le droit de léguer à nos enfants la facture de notre consommation courante. C'est pourquoi nous fixons de nouvelles cibles de remboursement de la dette. C'est pourquoi, dès le retour à l'équilibre budgétaire en 2014, nous créerons une nouvelle source de financement du Fonds des générations, dont la mission est de réduire la dette du gouvernement du Québec.

À cette fin nous hausserons graduellement le prix du bloc patrimonial d'électricité à compter de 2014. Le produit de cette hausse sera entièrement versé au Fonds des générations. Nous prenons nos responsabilités à l'égard de nos enfants et de nos petits-enfants.

Agir à Montréal

Il y a dans ce budget plusieurs mesures qui concernent Montréal.

Plus que les régions du Québec, Montréal a souffert de la récession. En 2009 l'emploi ici a reculé de 4 %. Nous mettons en place le Plan Emploi Métropole, qui développera les compétences de la main-d'œuvre, appuiera les chercheurs d'emploi et l'entrepreneuriat. Bien sûr, Montréal profite aussi pleinement des programmes provinciaux, à commencer par le Plan des infrastructures – quiconque circule en voiture sait que le Plan marche à plein régime dans la région...

Nous prolongeons jusqu'en 2017 notre soutien financier à la stratégie de développement *Imaginer – Réaliser Montréal 2025*, à hauteur de 175 millions de dollars.

En termes de transport, j'ai annoncé mardi que nous contribuerions 200 millions à la construction d'une navette express entre l'aéroport et le centre-ville. Ce projet a été identifié comme prioritaire il y a huit ans. C'est le temps d'agir. Aéroports de Montréal aura la maîtrise d'œuvre de cette navette qui assurera une liaison exclusive entre l'aéroport et le centre-ville.

J'ai aussi indiqué que si les autorités métropolitaines en faisaient la demande, on accorderait à la CMM le fruit d'une taxe supplémentaire sur le carburant, afin de financer des infrastructures de transport. Maintenant, c'est aux élus de Montréal de prendre leur décision.

J'ai annoncé la création du nouvel Institut national du sport du Québec, qui sera situé au Stade olympique.

Le secteur financier montréalais aura une meilleure cohésion, grâce à la mise sur pied d'une table de concertation réunissant les acteurs de l'industrie. Le Mouvement Desjardins et la Caisse de dépôt et placement du Québec compteront notamment parmi les membres fondateurs de cette nouvelle table. Nous donnerons également une nouvelle impulsion à nos centres financiers internationaux.

Nos actions sur la culture profiteront également à Montréal. Déjà, grâce aux bonifications apportées au crédit d'impôt pour les productions de cinéma, plus de 200 millions de dollars de productions étrangères ont confirmé leur venue au Québec en 2010 – majoritairement ici, dans la région de Montréal.

Le financement stable et prévisible que Loto-Québec donnera à l'OSM; l'aide accrue que nous pourrons ainsi diriger vers l'Opéra de Montréal, et d'autres organismes culturels; la réfection de l'édifice Wilder, jouxtant le Quartier des Spectacles, voilà autant de mesures qui renforcent directement le tissu culturel et économique de Montréal.

Oui, Montréal fait face à de nombreux enjeux. J'en suis conscient. J'ai pris connaissance du rapport du groupe de travail Côté-Séguin sur les enjeux de gouvernance et de fiscalité de Montréal. Je félicite d'ailleurs la Chambre d'avoir pris cette initiative. Nous allons améliorer la coordination entre le gouvernement du Québec et la métropole.

Conclusion

Notre budget 2010-2011 n'est pas un simple exercice comptable. Il est un exercice stratégique. Je dirais même qu'il constitue l'amorce d'une transformation de notre État et de son rapport au citoyen. Il faut qu'il le soit, sinon nous raterons notre rendez-vous avec le vingt-et-unième siècle.

Ce budget comporte trois temps stratégiques.

Le premier temps consiste à consolider la relance. C'est-à-dire assurer que l'économie du Québec fonctionne à son potentiel. C'est la base de tout développement.

Le deuxième temps consiste à redonner au gouvernement sa marge de manoeuvre en rétablissant l'équilibre budgétaire; à assurer un financement durable des services publics. Mais plus encore, il consiste à opérer un véritable changement de culture, au gouvernement comme chez les citoyens-consommateurs de services.

Le troisième temps, enfin, consiste à accroître le potentiel de croissance de notre économie par une participation accrue des travailleurs d'expérience à l'économie, par l'éclosion d'une économie axée sur l'éducation, sur l'innovation, sur la culture.

Comme l'a déjà dit John F. Kennedy, "For we are not developing the Nation's wealth for its own sake. Wealth is the means – and people are the ends. All our material riches will avail us little if we do not use them to expand the opportunities of our people" « Nous ne développons pas la richesse de la Nation pour la richesse en soi. La richesse est un moyen --- les personnes sont la

finalité. Toutes nos richesses matérielles ne seront d'aucune valeur si nous ne les utilisons pas pour ajouter aux opportunités de notre peuple. »

En terminant, j'aimerais vous dire mon sentiment d'avoir fait avec ce budget ce qui doit être fait. Il permettra aux Québécois de conserver les valeurs auxquelles ils tiennent tant. Il nous permettra, à nous de cette génération, de regarder droit dans les yeux nos enfants et nos petits- enfants. Et il sera dit, qu'au printemps 2010, le gouvernement du Québec a fait des choix, des choix responsables, des choix pour l'avenir, afin d'assurer la prospérité du Québec mais aussi d'assurer la justice sociale, afin d'assurer des finances publiques saines pour protéger nos valeurs, celles des Québécois d'aujourd'hui et celles de ceux de demain, afin que nos enfants n'aient jamais à dire : « nous aussi on aurait aimé que nos parents nous donnent la possibilité de choisir les services dont on a besoin ». Nous leur aurons permis, à eux, de faire leurs propres choix.

Je vous remercie.

Version 1^{er} avril 2010 - 11h30